



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Epinal, le 28/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TOILTECH (ex.Yeramex)**

56 route de Les Poulières  
88600 La Chapelle-devant-Bruyères

Références : S-23-865RP

Code AIOT : 0006202118

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement TOILTECH (ex.Yeramex) implanté 56 route de Les Poulières 88600 La Chapelle-devant-Bruyères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans les suites de précédentes visites qui ont donné lieu à deux mises en demeure et à un arrêté préfectoral complémentaire.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOILTECH (ex.Yeramex)
- 56 route de Les Poulières 88600 La Chapelle-devant-Bruyères
- Code AIOT : 0006202118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visité est spécialisé dans l'extrusion et l'agrainage PVC. Il travaille pour la maroquinerie de luxe et l'industrie automobile. L'inspection s'est appuyée sur trois arrêté préfectoraux;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1236/2022 du 06 décembre 2022 ;
- les arrêtés préfectoraux de mise en demeure n° 1237 et 1238/2022 du 06 décembre 2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---|--|-------------------|
| 1  | Plan de gestion de solvant | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2  | Rendement de l'incinérateur thermique   | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 3  | Température de l'incinérateur thermique | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 4  | Obturation des avaloirs                 | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 2 | /  | Sans objet        |
| 5  | Plan des réseaux                        | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 6  | Etat quantitatif des matières stockées  | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 7  | Boite pompiers                          | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 8  | Etudes de ruine                         | Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte l'ensemble des prescriptions édictées. L'inspection a constaté les points soulevés avaient trouvé réponse. Des projets de plus longue haleine ont par la suite émergé (modification des bardages, reprise des réseaux souterrains).

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan de gestion de solvant

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de transmettre un plan de gestion de solvant dûment complété.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Par courriel du 06 juin 2023, l'exploitant a transmis un plan de gestion des solvants. Celui-ci détaille les entrées et sorties de solvants, qui sont toutes deux de 142 736 kg en 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Rendement de l'incinérateur

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de transmettre à l'inspection des installations classées, le calcul du rendement de l'incinérateur (basé sur le rapport des flux de solvant).</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Par courriel du 22 mai 2023, l'exploitant indique que les calculs démontrent que les rendements des incinérateurs sont de 76 et 80 %. L'exploitant a expliqué sa méthode de calcul lors de la réunion du 18 juillet 2023.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Température de l'incinérateur thermique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• de confirmer à l'inspection des installations classées l'existence d'un dispositif d'enregistrement en continu des températures entretenues dans la chambre de combustion de l'incinérateur thermique d'une part et de transmettre le relevé de ces enregistrements d'autre part.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le relevé en continu des températures de l'incinérateur (qui oscillent entre 850 et 900 °c).<br>Il est demandé à l'exploitant de confirmer la durée d'exposition des COV à une température de plus de 850°.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Obturation des avaloirs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans l'attente de la mise en place des dispositions d'obturation définitifs des réseaux, à compter de la notification du présent arrêté, la société TOILTECH est tenue, à titre de mesure transitoire d'urgence du cinquième alinéa de l'article premier ci-dessus, de prévoir des dispositifs amovibles d'obturation des avaloirs ou toute autre disposition équivalente pour éviter de polluer le milieu naturel. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant est en commande des dispositifs attendus. L'exploitant transmettra une photographie de ces dispositifs dès réception.<br>Pour l'heure, l'inspection considère que la prescription est en voie de mise en conformité et qu'il n'est pas nécessaire d'imposer des suites à l'exploitant.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 5 : Plan des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, d'établir un plan des réseaux et des égouts de l'établissement.</li></ul>  |
| <b>Constats :</b> Par courrier du 22 mai 2023, l'exploitant a transmis un plan des réseaux établi par la société Hydro&Video. Cette société a procédé à des passages caméras dans l'ensemble des réseaux. Il a été diagnostiqué des effondrements et des fissurations principalement sous le bâtiment le plus récent. L'exploitant indique étudier la faisabilité d'une remise à niveau des réseaux. L'inspection demande à être mise au courant des avancements de cette étude. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 6 : Etat quantitatif des matières stockées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, d'établir un état quantitatif des matières stockées avec mise à jour hebdomadaire, celui-ci sera tenu à disposition des services d'incendie et de secours dans une forme convenue avec ces services.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un fichier dont la mise à jour se fait à la demande et a minima une fois par semaine le lundi. En cas de sinistre le fichier est tenu à disposition des services d'incendie et de secours.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 7 : Boîte pompiers

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société TOILTECH est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, et en appui des documents déjà existants, de préciser dans la boîte pompier, les caractéristiques principales des matières dangereuses et/ou combustibles susceptibles d'être présentes dans l'établissement. La forme et le contenu du document à inclure dans la boîte pompier seront élaborés en partenariat avec les services d'incendie et de secours;</li></ul> |
| <b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'existence d'une boîte pompier, dont la situation géographique a été entendue avec les services de secours. Cette boîte contient divers plans des locaux ainsi que l'ensemble des FDS (fiches de données de sécurité) sur clef USB.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 8 : Etudes de ruine

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant le 31 mars 2023, la société TOILTECH transmettra à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est un document conclusif, dite étude de ruine, qui étudiera le comportement du bâtiment en cas de sinistre (incendie principalement). Cette étude tiendra notamment compte des caractéristiques du bâtiment d'une part et de celles des stockages d'autre part. Il en sera déduit la cinétique du sinistre et le délai nécessaire à l'éventuel effondrement du bâtiment ainsi que sa direction.</p> <p>Si besoin, cette étude fera des propositions de renforcement du bâtiment afin d'assurer que son effondrement se fera soit sur lui-même soit en éloignement de la ligne de chemin de fer et des habitations.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Par courriel du 24 mai 2023, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées une étude ruine et une étude des flux thermiques en cas d'incendie. Il est conclu que la partie en bardage métallique située côté voie de chemin de fer s'effondrerait vers l'extérieur et affecterait donc cette voie. Il est également conclu que des flux thermiques de 3 kw/m<sup>2</sup> atteindrait la route départementale. Par courrier préfectoral du 19 juin 2023, il est demandé à l'exploitant de proposer, dans un délai de deux mois, différentes solutions techniques envisageables aux fins d'assurer la retenue des éléments de bardage. La visite d'inspection du 18 juillet a également été l'occasion de réunir l'ensemble des parties prenantes (exploitant, DREAL, SNCF). Il a été acté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exploitant supprimerait le bardage côté voie de chemin de fer. En coordination avec la SNCF, les travaux sont prévus à l'été 2024 ;</li><li>• l'exploitant supprimerait le bardage côté route départementale et le remplacerait par des parpaings aux fins de limiter les flux thermiques. Une simulation actualisée sera transmise à l'appui.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |